

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	16	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 22/11/307</p> <p align="center">COMMANDE PUBLIQUE- INDEMNISATION DES MEMBRES DES JURYS DE CONCOURS ET DE MARCHES GLOBAUX</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D' O R D R E : 22/11/307

**O B J E T : COMMANDE PUBLIQUE- INDEMNISATION DES
MEMBRES DES JURYS DE CONCOURS ET DE
MARCHES GLOBAUX**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles R2162-6 et suivants sur le déroulement d'un concours, et R2162-22 et R2162-24 sur la composition du jury,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2171-1 et suivants relatifs aux marchés globaux, R2171-16 et R2171-17 sur la composition du jury compétent en matière de marchés globaux,

VU la délibération n°22/06/145 du Conseil Métropolitain en date du 26 juin 2022, relative à la composition du jury compétent en matière de concours et de marchés globaux,

VU la décision communautaire n°03/189 en date du 30 juin 2003 relative à l'indemnisation des personnalités qualifiées ayant participé aux jurys de concours,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 02 novembre 2022,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'actualiser cette décision, fixant à 240 € l'indemnité journalière, et à 15.25 € le remboursement d'un repas,

CONSIDERANT que les règles de la commande publique imposent dans certaines procédures la création d'un jury, qui doit être composé pour un tiers de ses membres au moins et lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à la procédure, de personnes possédant cette qualification ou une qualification équivalente,

CONSIDERANT que dans ces cas, la participation de maîtres d'œuvre, d'architectes, d'architectes-paysagistes, d'ingénieurs, d'experts techniques, etc, est nécessaire,

CONSIDERANT qu'aucun texte n'a prévu le versement d'une indemnité de participation, et qu'il paraît légitime de définir le principe d'une indemnisation notamment au regard des conseils et avis techniques attendus de ces personnalités et du temps consacré y afférent, dans le cas où ils ne sont pas fonctionnaires,

CONSIDERANT qu'il convient, en outre, d'assurer l'égalité de traitement des membres, participant aux diverses instances en fixant précisément, par une délibération unique, les modalités de l'indemnisation,

CONSIDERANT qu'il est proposé de se référer à la rémunération des architectes-conseils et paysagistes-conseils telle que définie par le Code de l'Urbanisme : vacation journalière évaluée au centième du traitement brut annuel de l'indice brut 944, et la moitié de cette somme pour une demi-journée,

CONSIDERANT que pour information ce montant est de 430 € actuellement, soit 215 € pour une demi-journée,

CONSIDERANT que les éventuels frais de déplacement seraient remboursés soit sur présentation de justificatifs correspondants au billet de transport collectif, soit, en cas d'utilisation du véhicule personnel, sur la base du barème kilométrique applicable aux agents de la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADOPTER le principe d'une indemnisation des membres non élus et non fonctionnaires des jurys de concours et de marchés globaux.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette indemnisation est forfaitaire, soit pour une vacation journalière, soit pour une vacation d'une demi-journée, et que son montant est calculé par référence à la rémunération prévue à l'article A 614.2 du Code de l'Urbanisme soit un centième du traitement brut annuel de l'indice brut 944.

ARTICLE 4

DE DIRE que les frais d'hébergement sont remboursés sur présentation de justificatif.

ARTICLE 5

DE DIRE que les frais de déplacement sont remboursés sur présentation de justificatif correspondant au billet de transport collectif.

ARTICLE 6

DE FIXER comme suit le forfait kilométrique applicable aux remboursements des déplacements en cas d'utilisation de véhicule personnel :

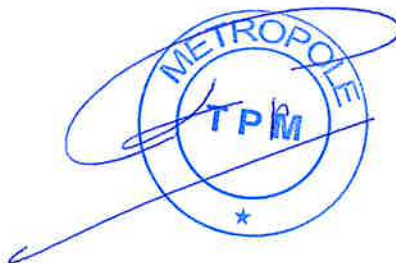
Type de véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	A partir de 10 001 km
5 cv et moins	0.29	0.36	0.21
6 et 7 cv	0.37	0.46	0.27
8 cv et plus	0.41	0.50	0.29

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Madame Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Jean-David MARION.

